

plus au service de la dette qu'aux transferts aux gens pour les programmes sociaux? Pensent-ils réellement que ce soit une bonne chose?

Et que dire de nos habitudes d'emprunt? Les libéraux sont-ils heureux que le Canada doive plus de 300 milliards de dollars à des étrangers? Pensez-y. Avec ce type de budget, les Canadiens verseront chaque année davantage d'argent à nos créanciers étrangers pour payer nos intérêts sur la dette que nous ne consacrons à notre programme de Sécurité de la vieillesse. Est-ce là un sujet de fierté?

• (1020)

La solution est simple. Si les gens ne veulent pas de budgets imposés par Bay Street ou Wall Street, il faut supprimer le déficit pour qu'il ne soit plus nécessaire de faire sans cesse appel à ces marchés financiers. Au lieu de cela, le gouvernement entend leur demander humblement un petit peu moins chaque année.

En résumé, les libéraux affirment que les sondages montrent que les Canadiens apprécient le budget, mais ils devraient examiner étroitement les résultats du sondage de la firme Angus Reid qui révélèrent que 39 p. 100 des Canadiens jugent que les compressions de dépenses du gouvernement sont suffisantes, alors que 43 p. 100 considèrent que le gouvernement n'est pas allé assez loin et que 83 p. 100 s'attendent à d'autres compressions.

Il est temps que le gouvernement soit franc avec les Canadiens, qu'il effectue les compressions qui s'imposent, qu'il équilibre notre budget et qu'il commence à vraiment réduire notre dette démesurée. Nos enfants ne peuvent s'attendre à rien de moins.

Le vice-président: Chers collègues, avant que nous passions aux questions et aux observations, je tiens à signaler qu'on a commis une erreur. En fait, c'était au tour des libéraux d'intervenir. Avec votre permission, nous allons terminer la période réservée aux questions et aux observations ayant trait au discours de la députée de Surrey—White Rock—South Langley et nous donnerons ensuite la parole au côté qui aurait dû l'avoir.

M. Jim Abbott (Kootenay—Est, Réf.): Monsieur le Président, il a été intéressant d'entendre le ministre du Développement des ressources humaines, hier, pendant la période des questions, après que je lui ai demandé s'il était prêt à lancer un ballon d'essai avec l'idée d'augmenter les taxes.

Une des difficultés que nous éprouvons et que, à mon avis, tous les Canadiens éprouvent, c'est que nous n'avons aucune idée de la véritable intention du gouvernement. Il continue de jongler avec la possibilité d'accroître les impôts, ou comme le premier ministre le dit, de modifier entièrement la loi sur la santé ou d'en atténuer la portée. Puis, la ministre de la Santé déclare que cela ne se produira pas. Le lendemain, le premier ministre dit à son tour que cela risque de se produire. Il semble que l'intention du gouvernement à l'égard des programmes de santé et des hausses d'impôts soit complètement nébuleuse.

Le budget

J'ai perçu des frustrations chez les électeurs de ma circonscription. Je me demande si la députée a discerné parmi ses électeurs les mêmes sentiments de frustration devant le fait que le gouvernement ne semble vraiment pas vouloir tout dire au sujet des hausses d'impôts.

Mme Meredith: Monsieur le Président, nous sommes probablement confrontés à nos électeurs qui cherchent à savoir ce que l'avenir leur réserve et quels projets ils peuvent envisager.

Pour ce qui est des préoccupations au sujet des compressions dans les services de santé et bien d'autres, nous nous retrouvons devant une situation où les gouvernements provinciaux doivent réduire les services parce qu'ils ne peuvent pas imposer à la population des frais d'usager, ou quoi d'autre encore, afin d'offrir le même niveau de services. Les électeurs sont préoccupés parce que le gouvernement leur avait promis que les services seraient maintenus et, pourtant, dans le dernier budget, il réduit ses paiements de péréquation ou de transfert aux provinces dans ces domaines.

Les électeurs entendent le gouvernement leur dire une chose et constatent qu'il agit de façon entièrement différente. Ils sont inquiets et remplis d'incertitude.

M. Leon E. Benoit (Végréville, Réf.): Monsieur le Président, la députée de Surrey—White Rock—South Langley a fait une comparaison intéressante entre les effets du «budget des contribuables» du Parti réformiste et les effets du budget libéral.

Elle a fait remarquer que le budget réformiste avait pour devise «d'appliquer des mesures pénibles à court terme pour obtenir de bons résultats à long terme», tandis que le budget libéral préconisait une approche plus masochiste qui consiste à nous faire souffrir un peu cette année et davantage les années suivantes. C'est une déclaration très intéressante. Je dois dire qu'elle me plaît beaucoup. Je voudrais que la députée nous en parle un peu plus longuement. Je sais qu'elle a donné certaines explications au cours de son intervention, mais j'aimerais qu'elle revienne là-dessus pour que les libéraux puissent comprendre le pourquoi de cette situation et de cette comparaison.

Mme Meredith: Je remercie le député de la possibilité qu'il m'offre de rappeler au gouvernement que lorsqu'il dit qu'il va faire des petites réductions, il faut comprendre qu'il va augmenter les paiements d'intérêts et les faire passer à 50 milliards de dollars en 1997. Quand le gouvernement dépense 50 milliards de dollars pour payer les intérêts, il lui reste moins d'argent à consacrer aux programmes sociaux.

Le gouvernement n'a d'autre choix que d'adopter une approche à long terme et d'appliquer des mesures pénibles à court terme, d'effectuer les réductions maintenant et de s'assurer que les paiements d'intérêts ne grimperont pas au niveau auquel ils grimperont autrement.

• (1025)

M. Dennis J. Mills (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je parlerai pendant 10 minutes et je partagerai mon temps de parole. Je vous remercie beaucoup de rétablir mon tour de parole.